

SwedenLeaks

A propos des persécutions de Wikileaks et du Knullkompis suédois

#Wikileaks #Assange #Sweden #FreeAssangeNOW

La plupart des pays du monde ont leurs particularités lorsqu'il s'agit de faire se rencontrer des personnes en quête d'amour. Aux États-Unis, par exemple, la fête du barbecue est généralement un bon endroit pour se rencontrer et éventuellement faire connaissance avec un partenaire potentiel. En Allemagne, on peut observer des couples promener la bière dans les rues, un bon indicateur que quelque chose d'important pourrait se produire bientôt. L'étoile nordique qu'est la Suède a également ses particularités lorsqu'il s'agit de faire des rencontres: les fameuses soirées écrevisses qui sont généralement combinées avec une utilisation très fréquente des smartphones et des SMS, souvent envoyés à une personne de l'autre côté de la table. Étant donné que le sexe en Suède est - Dieu merci - une activité normale encouragée par la société, un mot intéressant s'y est développé pour désigner les partenaires amoureux à court terme. Les Suédois les appellent "Knullkompis", qui est dérivé des deux mots "Knull", qui signifie frapper en français, et "Kompis", l'équivalent du mot français copain.

Apparemment, le fondateur de Wikileaks, Julian Assange, était entouré de tels Knullkompis lors de quelques soirées écrevisses à Stockholm en août 2010. Ce qui s'est passé ensuite est une histoire qui vaut la peine d'être racontée, car les Knullkompis-Parties ont marqué le début d'une gigantesque décennie de persécution de toutes sortes à l'encontre de Julian Assange, le journaliste d'origine australienne qui a révélé des crimes de guerre et des messages gouvernementaux retentissants.

Le 11 août 2010, Julian [Assange s'est rendu à Stockholm pour un voyage de 10 jours](#), non seulement pour donner quelques discours et interviews sur invitation, mais aussi pour étudier la possibilité d'obtenir un permis de séjour et de travail pour s'installer définitivement en Suède. Wikileaks avait publié le 5 avril 2010, soit environ 4 mois plus tôt, une vidéo militaire classifiée intitulée "Collateral Murder", qui mettait en scène le meurtre d'une douzaine de personnes en Irak, dont des journalistes. Dans les jours précédant son voyage en Europe, une Suédoise du nom d'Anna Arden, alors secrétaire de presse de la Fraternité suédoise des sociaux-démocrates, avait organisé le voyage de Julian. Comme elle était absente pour quelques jours à l'arrivée d'Assange, Anna a offert à Julian d'utiliser son appartement et d'y séjourner. Jusqu'à présent, personne ne semblait avoir découvert où elle se trouvait réellement pendant quelques jours avant son retour le vendredi 13 août 2010 - une date très révélatrice.

Peu après son arrivée à l'appartement occupé par Wikileaks, Anna Ardin a accompagné Julian dans un restaurant voisin (écrevisses ?) et est ensuite retournée avec lui à son appartement. Arden a laissé Assange la déshabiller et ils ont eu des rapports sexuels consensuels. Selon les rapports de police déposés ultérieurement, elle a demandé à Assange d'utiliser un préservatif, ce que le fondateur de Wikileaks a accepté après une pause torride avec la très belle conquête féminine suédoise. Il est important de noter que quelques jours plus tard, Les autorités suédoises - ou je ne sais quoi de

Knullkompis - ont déposé des rapports officiels selon lesquels Assange aurait "*fait quelque chose avec le préservatif*" avant de le prendre pour qu'il ondule quelques instants plus tard exprès (!) en éjaculant en elle. Une allégation suédoise vraiment étrange, si l'on considère qu'Assange était à l'époque un fondateur de Wikileaks bien placé et une coqueluche des médias, et que les femmes étaient attirées par lui en plus grand nombre.

La raison pour laquelle Arden a laissé Assange passer six nuits de plus dans son appartement est, à la lumière des **allégations sales de Knullkompis déposées plus tard**, encore plus douteuse et inexplicable. Elle a même refusé les offres de quelques collègues les jours suivants, qui proposaient leur propre logement et souhaitaient la présence très enrichissante d'Assange à l'époque. Qui plus est, ils ont à nouveau eu des rapports sexuels le lendemain matin, alors qu'Arden avait organisé un événement où Assange devait prononcer un discours.

Julian y a été présenté à Sofia Wilen, une amie d'Anna, **des séquences vidéo la montrent assise au premier rang du discours d'Assange**. Il a donné quelques interviews après son discours et est allé déjeuner avec un groupe de personnes, dont Sofia Wilen. Après le repas (écrevisses ?), Assange et Sofia Wilen quittent le restaurant pour se rendre sur son lieu de travail. Peu de temps après, les deux



Sofia Wilen

se retrouvent dans un cinéma voisin où ils s'assoient au dernier rang pour s'embrasser et s'empoigner.

Entre-temps, bien que les rapports suédois 'Knullkompis' déposés plus tard prétendent qu'Anna Arden avait déjà - et très prétendument - été 'violée' par Julian Assange à ce moment-là, la même Anna Arden organise une fête pour le 'violet' présumé Julian Assange à l'endroit exact où le 'viol' présumé a eu lieu seulement une nuit auparavant: son propre appartement. En plus de cela, Arden permettrait à Assange de passer la nuit dans son appartement après la fête.

Le lundi 15 août 2010, Sofia Wilen, une amie d'Anna, a téléphoné personnellement à Julian pour fixer un rendez-vous à son appartement d'Enkoping, près de Stockholm. Ils ont des rapports sexuels consensuels cette nuit-là, au moins une fois avec un préservatif, qu'Assange portait. Certains rapports Knullkompis affirment par la suite que Sofia Wilen a également été 'violée', par Assange qui n'aurait pas porté de préservatif intact et juste au moment où elle était "*à moitié endormie à côté de lui*" dans son propre lit le matin du mardi 16 août 2010.

Il est important à ce stade de noter que, peu après ce deuxième 'viol' présumé de Wikileaks à Enkoping, Sofia Wilen a envoyé quelques SMS à ses amis.



Anna Arden

Dans ces messages, Sofia expliquait qu'en dépit du fait qu'elle était en mode 'halvsov', c'est-à-dire à moitié endormie, et qu'elle venait d'être 'violée', elle n'a même pas essayé de s'échapper silencieusement, immédiatement ou même bruyamment de son 'violet' présumé qui se trouvait probablement bien plus qu'en mode 'halvsov' à côté d'elle. Elle n'a pas non plus téléphoné immédiatement à la police.

Le mercredi 18 août 2010, Assange est retourné passer la nuit dans l'appartement où le premier 'viol' présumé avait eu lieu: l'appartement d'Anna Arden. Il a beaucoup travaillé sur son ordinateur portable et a reçu ce jour-là un appel téléphonique d'un collègue suédois de Wikileaks, à qui Anna Arden avait téléphoné un peu plus tôt. Assange a été confronté pour la première fois à des allégations de 'viol' non pas par Arden, mais par son propre collègue de Wikileaks, qui a déclaré qu'Anna s'était plainte de lui au téléphone. Assange aurait été très surpris par ces allégations et aurait déclaré dans une première réponse que Arden ne lui avait même jamais fait savoir qu'elle voulait qu'il quitte son appartement. Le collègue suédois de Wikileaks a pris les présentations d'Arden "*très sérieuses et crédibles*", très probablement parce qu'elles ont été rapportées avec des capacités émotionnelles féminines extraordinaires.

Ce n'est que maintenant qu'Assange quitte l'appartement d'Arden. Le lendemain, il reçoit un appel téléphonique d'Arden, qui prétend maintenant qu'Assange a délibérément déchiré son condom la nuit du 13 août. Elle lui demande de faire un test de dépistage du VIH. Assange considère d'abord cela comme du chantage, mais accepte de passer un test en fin d'après-midi le vendredi 20 août 2010. La clinique choisie étant déjà fermée pour le week-end, on lui demande de revenir le lundi.

Pendant ce temps, Anna Arden retrouve Sofia Wilen. Toutes deux décident - ou peut-être sont-elles forcées comme des écrevisses dans des eaux bouillies - de se rendre dans un poste de police local pour signaler que Julian Assange a "*refusé de faire un test de dépistage du VIH*".



Maria Häljebo Kjellstrand

La police leur explique qu'il n'est pas possible de forcer Assange à passer un test. Au lieu de cela, leurs déclarations doivent être transmises d'urgence au procureur de Stockholm en service le week-end. Il est important de noter à nouveau que Sofia Wilen, en particulier, était bouleversée non pas parce que Julian Assange l'avait forcée à avoir des rapports sexuels, mais parce qu'il aurait *"au des rapports sexuels avec elle sans préservatif intact"*. Le procureur de garde **Maria Häljebo Kjellstrand** émet un mandat d'arrêt en l'absence de Julian Assange le soir même **à 17 heures le 20 août 2010, selon les déclarations officielles**.

Déjà tôt le lendemain matin du samedi 21 2010, les premiers journalistes demandaient à Assange une réaction au 'viol' présumé. Le journal suédois Expressen a entendu parler de l'affaire pendant la nuit, l'histoire a été divulguée - ou même entièrement fabriquée - pour eux. Dans l'une des premières réponses d'Assange, le fondateur de Wikileaks a déclaré que *"les identités ont été rendues anonymes, donc même moi je n'ai aucune idée de qui elles [les femmes incriminées] sont"*.

Eva Finné, procureur en chef de Stockholm, reprend le mandat d'arrêt et le rapport de police et explique dans une **déclaration à la presse publiée le même samedi 21 août 2010 à 11h12** que les charges contre Julian Assange seraient abandonnées. Assange ne serait plus recherché, et ne serait pas non plus soupçonné d'un quelconque 'viol':

La procureure en chef Eva Finné a levé le mandat d'arrêt contre Julian Assange. Elle estime qu'il n'y a pas de motifs pour le maintenir en détention. 'Je ne crois pas qu'il y ait de raison de soupçonner qu'il ait commis un viol'.

Communiqué de presse du Procureur général de Stockholm **du 21 août 2010**.

Dans un communiqué supplémentaire publié par le parquet le lendemain, des explications supplémentaires concernant la décision d'Eva Finné ont été données:

La décision de nommer Eva Finné comme procureur principal dans cette affaire a été prise samedi [21 août 2010]. La raison était de décharger le procureur de garde de l'affaire. Après chaque week-end, toutes les affaires de garde sont attribuées à différents procureurs, mais même pendant les gardes, le procureur habituel peut être désigné. Il s'agit généralement d'infractions graves et/ou très médiatisées, car la fonction de garde ne peut être bloquée par une seule affaire mais doit pouvoir fonctionner normalement. Normalement, le ministère public ne publie pas les noms des personnes arrêtées, et il n'a pas pris l'initiative de publier le nom [de Julian Assange]. L'information sur l'arrestation a été divulguée - d'une manière inconnue de l'Autorité - à un organe de presse. La décision prise jusqu'à présent est qu'Assange n'est pas soupçonné de viol et qu'il ne doit donc pas rester en détention.

Communiqué de presse du Procureur général de Stockholm **du 22 août 2010**.

Un jour plus tard, le procureur général Finné **publie une déclaration supplémentaire**. En traduisant les documents suédois, on peut lire entre les lignes la pression qui avait commencé à peser sur sa décision dès le premier jour. Le 23 août 2010, le **Procureur général de Stockholm, Anders Perklev, publie également une déclaration** dans laquelle il affirme que *"la pression médiatique sur l'autorité [du procureur général] a été très forte ces derniers jours en raison de la décision d'arrêter JA [Julian Assange]"*, qui n'a pas été arrêté du tout et qui a été, pour la plupart, déjà disculpé par son propre procureur général Finné. Le 25 août 2010, **Eva Finné explique plus en détail** ce qui suit:

Comme indiqué précédemment, les informations obtenues lors de l'interrogatoire de la plaignante sont

telles qu'il n'y a plus de suspicion de viol. Cela ne signifie pas que je ne crois pas à ses déclarations. J'ai examiné le contenu de l'entretien pour voir s'il y avait une suspicion d'une autre infraction, principalement de harcèlement ou de harcèlement sexuel, mais mon analyse montre que ce n'est pas le cas. L'enquête est donc close en ce qui concerne cette plainte, car il n'y a pas de soupçon d'infraction.

Communiqué de presse du Procureur général de Stockholm du 25 août 2010.

Le 31 août 2010, le **parquet de Stockholm** annonce que l'un des plaignants a engagé un avocat nommé Claes Borgström qui a déposé un recours contre la décision de Finné, non pas à Stockholm mais auprès du 'Gothenburg Development Center'. Le lendemain, une procureure principale de Göteborg, Marianne Ny, reprend soudainement toute l'affaire et **déclare dans une déclaration datée du 1er septembre 2010** qu'elle "*fait une évaluation différente de la classification*" d'un 'viol' présumé. Elle est soutenue dans sa démarche par la procureure en chef adjointe Erika Lejnefors du bureau du procureur Västerbot de Stockholm. Le procureur **Ny expliquera désormais à plusieurs reprises** que "*en raison de la confidentialité de l'enquête, je ne suis pas en mesure de fournir d'autres informations*" sur cette affaire.

Cette confidentialité était peut-être due à une réunion politique de haut niveau qui s'est tenue peu après les événements de Göteborg. Le 6 septembre 2010, cinq jours seulement après que des Knullkompis vicieux eurent écarté le procureur en chef Finné et transféré l'ensemble de l'affaire à Marianne Ny, une étrange réunion a eu lieu entre l'ancien Premier ministre suédois **Carl Bildt** et Alec Ross,



Bildt / Ross

un diplomate de haut rang Le travail sous le Département d'État américain d'Hillary Clinton à cette époque **se déroulait en Suède**. Bildt, un fervent opposant aux sociaux-démocrates, étroitement lié au parti allemand de centre-conservateur CDU, à l'ancien chancelier allemand Helmut Kohl à l'époque - très probablement aussi à Angela Merkel - et **membre du conseil consultatif** de la Conférence sur la Sécurité de Munich jusqu'à aujourd'hui **a fait des gros titres révélateurs quelques mois plus tôt**, lorsqu'il a déclaré publiquement en février 2010: "*lorsque j'étais premier ministre de Suède, le président Bill Clinton et moi-même avons eu le premier échange d'e-mails entre chefs d'État*". Alec Ross, quant à lui, a rejoint le département d'État américain en tant que conseiller principal pour l'innovation en 2009 **et a été décrit par Hillary Clinton** comme "*mon bras droit dans tout ce que nous faisons pour la liberté de l'internet*". Les deux combinés peuvent être considérés comme une agrégation de la force anti-Wikileaks gouvernementale de facto qui existait dans le monde à ce moment-là en 2010, et encore plus dans les années à venir. Par exemple, 21 mois plus tard, en juin 2012, lorsque la secrétaire d'État américaine **Hillary Clinton a atterri en Suède** et a été reçue par Carl Bildt en personne sur l'aérodrome. Ou en 2016, lorsque Hillary Clinton a lancé dans l'un de ses cercles restreints du département d'État et de la Maison

Blanche la question rhétorique autour de "*ne pouvons-nous pas simplement utiliser un drone pour ce type ?*", en faisant référence à des idées de haute voltige spirituelle consistant à faire assassiner Julian Assange depuis le ciel.

Nous verrons si la pluie s'arrête - il ne semble pas y avoir d'espoir de soleil....et pas seulement dans cette perspective, la visite de la Secrétaire d'État américaine ici est d'une grande importance. Lorsque nous nous sommes entretenus à Chicago, elle a déclaré qu'elle était impatiente de se rendre dans des pays où les opportunités sont plus importantes que les problèmes.

Carl Bildt à propos de la visite de la Secrétaire d'Etat **Hillary Clinton à Stockholm en juin 2012**

Marianne Ny reviendra scandaleusement sur la décision d'Eva Finné d'abandonner les accusations de 'viol' contre Assange. Mi-novembre 2010, un tribunal de district suédois décide de placer Assange en détention en son absence pour "*motif raisonnable de suspicion de viol, d'agression sexuelle et de coercition illégale*".

Le 18 novembre 2010, la procureure en chef **Marianne Ny soumet au tribunal de district de Stockholm** une demande d'arrestation de Julian Assange, qui est maintenant sérieusement recherché au niveau international, et ce, sur la seule base des allégations de 'viol' par Knollkompis décrites ci-dessus. Le 1er décembre 2010, Ny déclare fièrement qu'elle a **lancé un mandat d'arrêt européen** contre Assange. Un jour plus tard seulement, la **Cour suprême suédoise rejette la demande d'appel d'Assange** contre son ordre de détention avec les explications fantaisistes suivantes:

La Cour suprême a décidé de ne pas accorder à Julian Assange l'autorisation de faire appel. Des informations supplémentaires seront envoyées à la police britannique. Julian Assange est détenu par contumace pour viol, agression sexuelle et séquestration. Assange a fait appel de l'ordonnance de détention de la Cour d'appel suédoise. La Cour suprême a décidé aujourd'hui de ne pas accorder à Julian Assange l'autorisation de faire appel. Une autorisation d'appel est nécessaire pour que la Cour suprême puisse entendre un appel. Elle peut être accordée si l'affaire est jugée d'une grande importance pour l'administration de la justice ou s'il existe d'autres raisons exceptionnelles. Le mandat d'arrêt est basé sur l'ordre de détention, qui a maintenant été révisé dans les trois cas. Les informations complémentaires demandées par la police britannique concernent les peines prononcées pour les autres infractions, outre le viol, pour lesquelles Julian Assange est en détention. Les informations demandées seront transmises dans les meilleurs délais. Le précédent mandat d'arrêt est valable.

Déclaration de presse du procureur général de Suède **du 2 décembre 2010.**

Le 3 décembre 2010, **Wikileaks publie** un premier lot de 300 câbles diplomatiques sur un total de 250 000 messages de ce type, déclarant que "*les documents donneront aux gens du monde entier un aperçu sans précédent des activités étrangères du gouvernement américain*", ce qui suscite des réponses en partie féroces de la part des responsables du gouvernement américain. Le 7 décembre 2010, **Marianne Ny publie un communiqué de presse expliquant que** "*la police britannique a arrêté Julian Assange aujourd'hui*", précisant que "*l'affaire est actuellement traitée par les autorités britanniques*". Elle termine son communiqué par l'explication suivante, à la lumière des allégations de 'viol' décrites de manière véridique ci-dessus, plutôt hilarante: "*Je tiens à préciser que je n'ai fait l'objet d'aucune pression de nature politique ou autre. J'agis en tant que procureur dans le cadre de soupçons de délits sexuels commis en Suède en août [2010]. Les procureurs suédois sont totalement indépendants dans leur prise de décision*".

Peut-être que cette indépendance nordique décisive était également due à l'ancien ambassadeur de Suède aux États-Unis Jonas Hafström, qui a occupé ce poste de 2007 à 2013. Hafström et son épouse Eva, qui ont tous deux visité la Maison Blanche d'Obama à plusieurs reprises de 2010 à 2011 selon le registre des visiteurs, étaient de proches alliés de l'ancien premier ministre suédois Carl Bildt, mentionné ci-dessus. Jonas Hafström a été l'attaché de presse



Jonas Hafström

et le conseiller en politique étrangère de Bildt, dont il est ensuite devenu l'un des sous-secrétaires.

Entre-temps, le 24 février 2011, le tribunal de première instance de Westminster, à Londres, a accédé à la demande de la procureure Marianne Ny et de ses collaborateurs "d'extrader Julian Assange vers la Suède", dans l'attente de l'appel interjeté par Assange. La décision de la cour britannique a été rendue principalement parce que la Suédoise Marianne Ny et ses partisans avaient réussi à convaincre probablement certaines femmes juges britanniques que, prétendument, "Julian Assange avait refusé d'être interrogé avant de quitter la Suède le 27 septembre 2010". Une telle action est connue sous le nom de encadrement des poursuites, ce qui constitue une faute passible de poursuites pour les procureurs eux-mêmes. Assange avait déjà été interrogé par Eva Finné, qui avait rejeté les prétendues allégations de "viol" auparavant. En outre, Ny aurait clairement saboté les arrangements d'entretien avec Julian Assange alors qu'il était encore en Suède, tout en étant presque criminellement concentré sur l'entretien approfondi des deux femmes dans les premiers jours de septembre 2010.

Un document de la Westminster Magistrate Court du 24 février 2011 indique à la page 7 que c'est Marianne Ny elle-même qui a déclaré à l'avocat d'Assange, toujours dans une communication du 15 septembre 2010, "qu'aucune mesure de force n'empêchait Julian Assange de quitter le pays". Assange était clairement surveillé, il a pris des dispositions pour quitter le pays, seulement pour recevoir un message texte de Marianne Ny le 22 septembre 2010 par l'intermédiaire de son avocat, disant qu'elle voulait l'interviewer maintenant le 28 septembre 2010. Incapable d'entrer en contact avec Assange pendant quelques jours parce que Julian avait organisé son voyage et quitté la Suède le 27 septembre 2010, l'avocat de Julian a pu reprendre contact avec Assange le 29 septembre 2010 et lui a proposé une interview avec Marianne Ny le 9 octobre 2010. Cet entretien a été rejeté parce que "les dates étaient trop éloignées [dans le futur]" pour Madame le Procureur suédois.



FOIA EMail 09/2010

L'avocat d'Assange a même eu un "Fika" - c'est-à-dire pour prendre un café - avec la police suédoise, selon le document du tribunal de Westminster, qui lui a appris qu'Assange serait de retour dans le pays le 6 octobre 2010 pour donner une conférence en Suède. Il a proposé une interview téléphonique de Ny avec Assange pour le 8 octobre 2010 **selon le document officiel**, qui a été une nouvelle fois refusée.

Fin novembre 2011, Wikileaks mettait **à la disposition du public** l'ensemble des 250 000 câbles diplomatiques du monde entier en fournissant un accès crypté à la base de données par l'intermédiaire d'un certain nombre de médias, et dans le cadre d'un jeu de passe-passe plutôt **étrange entre Assange et** son porte-parole allemand de l'époque, Daniel Domscheit-Berg. Ce qui a peut-être incité la procureure Marianne Ny à convaincre ses collègues de la justice et les représentants des médias du monde entier que *"Julian Assange a refusé d'être interviewé en Suède"* au sujet du "viol" présumé, qui avait déjà été rejeté par le procureur général Finne après avoir interrogé Julian Assange et les femmes plaignantes aux alentours du 21 août 2010. Ny refuserait désormais aussi volontiers d'interroger personnellement Assange à Londres, après qu'il a dû **demander l'asile** à l'ambassade de l'Équateur en 2012. Elle a directement et indirectement veillé à ce qu'un mandat d'arrêt européen et d'Interpol soit maintenu pendant des années et a ainsi contribué de manière significative à ce qu'Assange ne puisse demander l'asile dans aucun autre pays européen.

Au moment où vous avez appelé et demandé s'il y avait des mesures coercitives contre Julian Assange qui l'empêchaient de quitter le pays, j'ai répondu honnêtement qu'il n'y en avait pas. Je peux vérifier mes notes plus tard s'il est important pour vous de connaître le moment de cet appel. Lorsque j'ai décidé de l'arrêter en son absence, je vous en ai informé.

Le procureur suédois Marianne Ny **dans une conversation avec l'avocat d'Assange, Björn Hurtig**, le 15 novembre 2010

Il convient de noter une autre **déclaration du bureau de Marianne Ny datant de septembre 2014**. Les avocats d'Assange avaient auparavant déposé une autre demande d'appel de l'ordonnance de détention en cas d'absence, et avaient demandé de fournir certains de ses principaux SMS avec les plaignants comme preuves au tribunal.



Marianne Ny

La procureure Ny arrive à la conclusion que le droit de faire appel ne devrait pas être accordé à Assange, elle "*dispense qu'il y ait des raisons pour que la Cour d'appel tienne une audience*". De plus, elle explique à la cour que les SMS d'Assange ne devraient pas être soumis car "*ils contiennent des informations qui sont sensibles*" pour les plaignantes suédoises. Elle explique également qu'il ne serait pas nécessaire que son évaluation soit fournie à la cour dans une version **traduite en anglais**.

Dès décembre 2015, le Haut-Commissariat aux droits de l'homme des Nations unies a publié les résultats d'un groupe de travail chargé d'étudier la persécution des Knullkompis suédois pour des raisons politiques, qui sont rejetés par l'ambassadeur de Suède auprès de l'ONU, Anders Rönquist, dans **un document datant de février 2016**.



Documents FOIA
Procureurs de la Suède
avec l'avocat d'Assange
Nov 2010 - Avr 2011

Les procureurs suédois auraient **classé l'affaire de 'viol' contre Assange** un ans plus tard car "*toutes les perspectives de poursuivre l'enquête sont désormais épuisées*", selon la très suédoise Marianne Ny du 19 mai 2017.

L'histoire du Knullkompis ne s'arrête cependant pas là. Presque exactement deux ans plus tard, le 23 mai 2019, le **Département américain de la Justice émet** un acte d'accusation complémentaire contre Julian Assange suite à un **acte d'accusation scellé du 6 mars 2018** après 7 à 9 ans de persécutions pour "viol" depuis la Suède. Le gouvernement américain a lancé des enquêtes contre Assange de manière informelle

dès 2011, mais ne l'inculperait officiellement qu'en 2019 pour avoir prétendument collaboré avec Charles Manning, un ancien analyste du renseignement de l'armée américaine qui avait illégalement "*obtenu des informations gouvernementales secrètes*". Manning a été condamné en mai 2010 - environ 3 mois avant le début de la saga Knullkompis à Stockholm - à 13 ans de prison.

L'acte d'accusation du ministère américain de la justice **indique à la page 5** à propos d'une coordination présumée entre le fondateur de Wikileaks et Charles Manning que tous deux étaient liés à un "*rédacteur en chef chargé des enquêtes en Islande*", et que Manning avait effectué "*plusieurs recherches sur Intelink concernant les opérations relatives aux détenus de Guantamo Bay*" en décembre 2009. Ce rédacteur en chef chargé des enquêtes est très probablement Sigurdur Ingi Thordarson, un membre de Wikileaks en Islande, où Assange s'est rendu en 2010 pour rencontrer des parlementaires locaux afin de promouvoir la liberté de la presse. **Thordarson admettra plus tard** qu'il avait volé des fonds et des documents à Wikileaks avant d'interagir avec un cybercriminel, il a été mis sur les radars du FBI en août 2011 qui s'est envolé aussi en Islande pour interroger Thordarson. Le ministre islandais de l'Intérieur de l'époque, Ögmundur Jónasson, a déclaré ce qui suit au sujet du comportement des agents des forces de l'ordre américaines dans son pays:

Ils essayaient d'utiliser des choses ici et d'utiliser des personnes dans notre pays pour tisser une toile qui permettrait d'attraper Julian Assange.

L'ancien ministre de l'intérieur de l'Islande **Ögmundur Jónasson**

En janvier 2017, Barack Obama avait, **dans l'une de ses dernières actions en tant que président des États-Unis à la Maison Blanche**, commis Manning, qui a subi des opérations de transformation sexuelle pendant son séjour en prison. Obama a déclaré que sa condamnation était trop sévère. En août 2018, environ 6 mois après le dépôt par le ministère américain de la Justice d'un acte d'accusation scellé contre Julian Assange, Arjen Kamphuis, expert néerlandais en cybersécurité et associé de Wikileaks, **disparaît lors de vacances en kayak** près de Bodø, en Norvège. Neuf mois plus tard, le ministère américain de la Justice,



sous la direction de William Barr, a émis un nouvel acte d'accusation contre Assange.

M. Barr a été nommé en décembre 2018, à la suite des frustrations que le président américain de l'époque, Donald Trump, éprouvait depuis un an à l'égard de l'ancien procureur général des États-Unis, Jeff Sessions, ici en particulier à l'égard de l'obstruction du prédécesseur de M. Barr pour mettre **fin aux enquêtes sur le canular de la collusion russe** aux États-Unis. Trump a qualifié la nomination de Jeff Sessions de "**plus grosse erreur**" de sa présidence. Sessions, ancien **membre de la sous-commission des services armés du Sénat** américain chargée des menaces émergentes, avait très probablement sauvé son départ en émettant l'acte d'accusation scellé contre Assange en mars 2018. Il est intéressant de noter que William Barr allait devenir procureur général des États-Unis 11 mois plus tard, non pas à partir d'un poste dans la justice gouvernementale, mais à partir **d'une précédente affectation professionnelle** au sein de la société énergétique américaine Dominion Energy, Inc. William Barr a été confirmé comme nouveau procureur général par le Sénat américain le 14 février 2019, et a prêté serment dans ses nouvelles fonctions lors d'une brève cérémonie officielle à la Maison Blanche plus tard le même jour. Le procureur général américain William Barr, nouvellement nommé, **se rendrait au Royaume-Uni** le 1er octobre 2019 pour y rencontrer également des responsables du renseignement. Il convient également de noter que Matthew Whitaker, un avocat et lobbyiste de l'Iowa, a **été nommé pour une période de transition de trois mois** du 7 novembre 2018 au 14 février 2019, afin de servir brièvement entre le départ de Jeff Sessions et la confirmation de William Barr au poste de procureur général des États-Unis.

Les procureurs suédois s'engagent également et "**rouvrent le dossier**" contre **Julian Assange** le 9 mai 2019, à la suite d'une **déclaration du 11 avril 2019** qui indique que "*l'avocat du plaignant en Suède a demandé que l'enquête suédoise sur le viol soit rouverte*". Ce même 11 avril 2019, deux mois après la prestation de serment officielle de Bill Barr à la Maison Blanche, les procureurs **publient une autre déclaration** plutôt étrange où il est expédié, citation:

Selon les médias, Julian Assange est arrêté à Londres. L'enquête suédoise à son encontre a été clôturée le 19 mai 2017. - 'C'est également une nouvelle pour nous, nous n'avons donc pas eu le temps de prendre position sur les informations qui sont maintenant disponibles. Nous ne savons pas non plus pourquoi il a été arrêté. Nous suivons l'évolution de la situation'.

Déclaration du bureau du procureur suédois du 11 avril 2019

Étrangement, l'affaire suédoise est **à nouveau classée environ 6 mois plus tard**, le 19 novembre 2019

On ne sait pas si les Knullkompis sont vraiment heureux à long terme et en grand nombre.

? Voici **notre liste exhaustive de demandes de liberté d'information (FOIA)** adressées à diverses organisations gouvernementales (demande d'accès par e-mail).

<https://www.sun24.news/fr/swedenleaks-a-propos-des-persecutions-de-wikileaks-et-du-knullkompis-suedois.html>